

régime inhumain de l'*apartheid* tente, en violation du droit international, de garder le pouvoir en utilisant la pression, la diffamation, la terreur et les fausses promesses et en exploitant l'assistance étrangère. La nature anachronique du régime raciste d'Afrique du Sud, dont les pratiques rappellent les heures les plus sombres du fascisme hitlérien, apparaît avec plus d'évidence depuis que les derniers bastions du colonialisme se sont effondrés et que l'oppression et l'exploitation impérialistes, colonialistes et néo-colonialistes ont pris fin. Cependant le régime Vorster cherche, comme par le passé, à arrêter le cours de l'histoire. En promettant la "détente" et en mettant en avant sa politique des "bantoustans", l'Afrique du Sud cherche à gagner du temps et à détourner l'attention de la situation véritable en Afrique du Sud. Cependant, pour la majorité écrasante des Etats, une détente en Afrique du Sud exige l'élimination du régime raciste d'*apartheid* et l'octroi de l'autodétermination aux peuples opprimés d'Afrique du Sud, de Namibie et du Zimbabwe.

34. Tout comme d'autres ennemis de la détente internationale, le régime raciste a, au cours des dernières années, augmenté considérablement son budget militaire. Pendant l'année fiscale 1974/75, ses dépenses militaires ont doublé par rapport à celle de 1972/73. Nul ne peut nier que ce régime joue un rôle important dans les plans stratégiques des milieux impérialistes et doit servir de lien et de tête de pont aux bases militaires de l'océan Indien. La délégation de la République démocratique allemande appuie donc la proposition réclamant un embargo obligatoire sur les armes destinées au régime de Pretoria. Elle s'inquiète vivement, par ailleurs, de ce que l'Afrique du Sud ait accès aux armes nucléaires, ce qui constitue de toute évidence une nouvelle menace à la paix et à la sécurité en Afrique australe. Toute activité d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies permettant à ce régime d'avoir accès aux techniques et au matériel nucléaires nuit aux efforts entrepris par l'ONU pour éliminer le régime raciste.

35. On sait bien que les relations diplomatiques, consulaires et commerciales sont indissolublement liées; la politique commerciale des pays occidentaux à l'égard du Portugal au cours des derniers mois montre comment le commerce peut être utilisé pour influencer l'évolution politique. La délégation de la République démocratique allemande est persuadée qu'un embargo économique sévère appliqué par tous les Etats Membres de l'ONU à l'encontre de l'Afrique du Sud contribuerait efficacement à mettre un terme à la domination raciste dans ce pays, alors que toute coopération avec ce régime le renforce et contrevient aux résolutions de l'ONU. L'Afrique du Sud reçoit aussi d'autres formes de soutien, telles que des prêts, qui lui ont permis de créer sa propre industrie des armements. Le régime a cherché à amener les banques étrangères à investir dans le secteur public, tissant ainsi des liens encore plus étroits entre ces banques et le régime raciste. La République démocratique allemande accueille favorablement la proposition visant à entreprendre un examen exhaustif des activités des sociétés transnationales et elle estime que cet examen devrait être confié au Centre d'information et de recherches de la Commission des sociétés transnationales du Conseil économique et social.

36. Il y a 30 ans, le fascisme hitlérien a été vaincu grâce à la lutte héroïque des peuples de l'Union soviétique et de la coalition antihitlérienne. Cette victoire historique a renforcé les forces de libération nationale et sociale à travers le monde et a hâté l'effondrement du colonialisme et du racisme, permettant à de nombreux peuples d'avancer dans la voie du développement pacifique et du progrès économique et social. Le régime de l'Afrique du Sud représente une menace pour la paix et la sécurité internationales, et les Etats comme les sociétés transnationales qui lui offrent leur collaboration dans le domaine militaire, économique ou financier sont responsables du maintien de l'*apartheid*.

*La séance est levée à 13 h 10.*

## 966<sup>e</sup> séance

Lundi 27 octobre 1975, à 15 h 25.

Président : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.966

*En l'absence du Président, M. Tellmann (Norvège), vice-président, prend la présidence.*

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (suite)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

### DISCUSSION GENERALE (suite)

1. Le PRESIDENT invite le représentant du Congrès panafricaniste (PAC) d'Azanie à prendre la parole.

2. M. MAKOTI (Observateur, Congrès panafricaniste d'Azanie) déclare qu'à l'Organisation des Nations Unies on étudie la politique du Gouvernement sud-africain depuis 30 ans. En Azanie, c'est depuis 300 ans que l'on en discute. Si l'on tient compte de tous les efforts déployés en particulier par l'Organisation des Nations Unies et, d'une manière générale, sur le plan national, régional et international, on pourrait penser que le Gouvernement sud-africain s'est laissé persuader qu'il lui faut céder à la pression de l'opinion publique internationale et à l'opposition interne du peuple sud-africain. Cependant, il n'en est pas ainsi. La raison en est peut-être que dans toutes les instances où l'on examine la politique de l'Afrique du Sud, on semble avoir tendance à considérer cette politique comme une question de conscience, et non de coercition. Or, une question de conscience peut se résoudre par le dialogue et la coopéra-

tion tandis que la politique de l'Afrique du Sud se traduit par des conflits et des affrontements, la coercition et le colonialisme. L'Afrique du Sud ne cédera que devant des mesures tenant compte de ces réalités.

3. Se référant à l'histoire de la création de l'Afrique du Sud et à divers aspects du colonialisme britannique, le représentant du PAC fait observer que la lutte de la population noire ne date pas du moment où l'administration du territoire a été confiée en 1910 à un gouvernement blanc de coalition des anciennes colonies britanniques d'Afrique australe. La lutte a pris une autre forme, mais sa nature et ses caractéristiques fondamentales n'ont pas changé. Le seul changement survenu a été dans la forme qu'a revêtue l'autorité coloniale. C'est pourquoi le peuple africain d'Azanie ne peut accepter que l'Afrique du Sud soit considérée comme un Etat souverain indépendant; aucun peuple faisant l'objet d'une discrimination raciale ne peut être considéré comme indépendant. Le peuple africain d'Azanie estime que l'octroi de l'indépendance au gouvernement blanc de coalition n'a pas constitué un acte de décolonisation, mais un simple transfert de l'autorité coloniale. La majorité opprimée de la population de l'Afrique du Sud est disposée à lutter pour l'exercice de son droit à l'autodétermination conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, en tant que principe fondamental du droit international en ce qui concerne la situation politique des populations autochtones dans leur territoire ancestral. Il est bien évident que le déni du droit à l'autodétermination est une pratique colonialiste.

4. Le représentant du PAC se réfère aux déclarations faites récemment par le Gouvernement sud-africain au sujet de sa politique de discrimination et, en particulier, au sujet des prisonniers politiques. Le Gouvernement sud-africain refuse d'admettre qu'il y a des prisonniers politiques en Afrique du Sud. La politique législative et judiciaire de ce gouvernement explique la confusion sur les termes. Etant donné qu'en vertu des lois sud-africaines toute activité politique légitime constitue un délit, tous les citoyens qui défendent leurs droits de l'homme, leurs droits civiques ou politiques, deviennent des délinquants et, par conséquent, sont des prisonniers de droit commun, et non des prisonniers politiques. Toutes les déclarations du Gouvernement de Vorster relatives aux changements qui pourraient être apportés à la législation qui est la base du régime de l'*apartheid* sont totalement dénuées de fondement et ne peuvent qu'induire en erreur si l'on oublie le préjudice profondément ancré et d'origine historique qui a motivé cette politique et se reflète toujours dans tous les aspects de la vie sociale de l'Afrique du Sud. D'autre part, il ne faut pas oublier que toute la série de mesures politiques visant apparemment à consolider la discrimination raciale relève intrinsèquement d'une politique de spoliation. Le peuple africain a été dépouillé de sa terre ancestrale, de ses biens et de sa condition juridique et sociale pour qu'il accepte consciemment et volontairement d'être exploité dans son travail en tant que main-d'oeuvre à bon marché et pour qu'il abdique toute résistance et renonce à son droit au respect et à la reconnaissance de sa dignité humaine. C'est pourquoi le représentant du PAC affirme que l'élimination de la politique d'*apartheid* et de discrimination raciale n'est pas une question de conscience, mais une question où la coercition est en jeu. Il ne faut pas se laisser duper par la

rhétorique ambiguë de ceux qui appliquent cette politique toujours plus intensive.

5. L'histoire du colonialisme est l'histoire de l'agression dirigée contre les nations étrangères et l'invasion de leurs territoires. Le développement du capitalisme implique, à une certaine étape, l'invasion des pays impuissants à se défendre et riches en ressources naturelles, et l'asservissement et l'exploitation des peuples autochtones. La discrimination raciale et l'agression sur le plan culturel sont des produits inévitables du colonialisme et constituent non pas l'essence du système, mais certains de ses aspects. En considérant les manoeuvres du régime raciste de l'Afrique du Sud à la lumière de ces concepts, on constate que le régime admet qu'il exerce une autorité de caractère colonial sur le peuple noir et propose un programme de décolonisation par l'intermédiaire d'un système de "bantoustanisation". Son dessein est de s'emparer des terres du peuple autochtone et les prétendus dirigeants des "bantoustans" sont disposés à se prêter à cette manoeuvre moyennant des gratifications. Le représentant du PAC réaffirme que personne n'a le droit de "balkaniser" son pays pour quelque raison que ce soit et fait observer que ces visées ne concernent pas que l'Afrique du Sud, mais tous les Etats de l'Afrique australe, en particulier la Namibie et le Zimbabwe. Les prétendus "foyers nationaux" ne sont que des réserves de main-d'oeuvre à bon marché pour le capitalisme.

6. Le Gouvernement de Vorster s'est lancé dans une prétendue campagne de détente qui sert de couvert à des manoeuvres destinées à transformer l'Afrique du Sud, avec l'aide de ses alliés impérialistes, en une grande puissance leader incontesté de tout le continent et force policière pour toute l'Afrique. Cette campagne comporte trois étapes : la première consiste à trouver un nombre suffisant d'Etats africains qui soient disposés, en échange de certains avantages, à former un bloc puissant capable d'assurer la paix au régime raciste dans un avenir proche; la deuxième étape consiste à octroyer une indépendance ethnique aux "bantoustans" et la troisième a débuté par un congrès pour l'Afrique australe et équatoriale sur la prétendue détente économique à laquelle l'Afrique du Sud pourrait contribuer en fournissant une assistance technique dans divers domaines et des capitaux en vue de promouvoir le développement économique de toute la région. Cette conspiration impérialiste visant à priver le peuple africain de son droit national à l'autodétermination dans le cadre d'un Etat unitaire et souverain menace la sécurité des peuples de l'Afrique en général, et ceux de l'Azanie en particulier. L'Afrique du Sud n'est pas un Etat indépendant et souverain du fait qu'il ne symbolise pas la volonté politique et la véritable indépendance de son peuple, mais la suprématie de sa législation sectaire. L'*apartheid* est le symptôme d'une grave maladie, le colonialisme. On n'aboutira à aucun résultat en ne faisant disparaître que l'une des manifestations de ce mal. Pour éliminer totalement l'*apartheid*, il faut abolir le monopole de la force armée qui est exclusivement à la disposition du régime actuel de l'Afrique du Sud.

7. M. AMISSAH (Ghana), prenant la parole pour une motion d'ordre, fait observer que le régime de Pretoria a lancé une grande campagne de propagande et envoyé une délégation fantôme de Namibiens dans divers pays en vue

de convaincre le monde des vertus de l'*apartheid*. Par ailleurs, ce régime a intensifié à l'encontre de la population noire sa campagne de terreur et d'oppression. La communauté internationale ne saurait se laisser duper et doit fournir tout l'appui possible aux mouvements de libération nationale qui luttent pour abolir un système odieux qui menace la paix et la sécurité internationales. Comme preuve concrète de cet appui, la délégation ghanéenne propose que le texte de la déclaration du représentant du PAC soit publié *in extenso* comme document de la Commission politique spéciale.

8. Le PRÉSIDENT rappelle que l'Assemblée générale, à sa 2353<sup>e</sup> séance plénière, a autorisé la Commission politique spéciale à obtenir sur demande expresse, la transcription intégrale de certains de ses débats. En l'absence d'objection, le Président considérera que la Commission accepte que le texte de la déclaration du représentant du PAC soit publié en entier.

*Il en est ainsi décidé<sup>1</sup>.*

9. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis), prenant la parole sur une motion d'ordre, dit qu'ayant été absent lorsque le représentant d'Israël a affirmé qu'Abu Dhabi, qui est l'un des Etats constituant les Emirats arabes unis, commerçait avec l'Afrique du Sud, il se réserve le droit de répondre ultérieurement.

10. M. PACHKEVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) fait observer que, bien qu'il soit à l'examen depuis de nombreuses années, le problème de l'*apartheid* reste d'actualité et qu'une action concertée visant à sauvegarder la paix s'impose de plus en plus. L'homme est fait pour le bonheur, et, malgré le scepticisme de certains, les nombreux changements révolutionnaires qui ont conduit à la paix, à la démocratie, au socialisme et à la chute du système colonial sont les signes d'une évolution vers cet idéal.

11. Malgré la distance qui la sépare de l'Afrique, la RSS de Biélorussie éprouve un grand intérêt pour ce continent et se tient au courant de tout qui s'y passe. Le peuple biélorussien, qui a connu, avant la révolution d'Octobre, la souffrance et l'oppression, se réjouit de la victoire qu'ont remportée le Cap-Vert, le Mozambique, et Sao Tomé-et-Principe, et elle espère que l'Angola occupera bientôt le siège qui lui revient à l'Organisation des Nations Unies. En regard de cette évolution favorable, l'*apartheid* apparaît comme un phénomène détestable et une insulte à la dignité humaine, contraire à toutes les règles du droit international et aux principes de la Charte des Nations Unies. Par son mépris des fondements de la civilisation, il est comparable au fascisme hitlérien. Le peuple biélorussien, qui a enduré trois années d'occupation hitlérienne, sait l'horreur du fascisme.

12. Le régime de Pretoria et ses acolytes s'efforcent de donner à l'*apartheid* l'apparence d'une doctrine fondée sur la situation particulière de l'Afrique du Sud. Bien que la pression de l'opinion mondiale ait contraint Vorster à

affecter d'adoucir certaines mesures, l'examen des prétendues réformes montre bien qu'il ne s'agit que d'une comédie faite pour donner le change. On ne peut espérer que les racistes sud-africains se réforment spontanément. Vorster lui-même a déclaré que le peuple noir n'obtiendrait jamais l'égalité des droits politiques.

13. Le racisme est une idéologie très dangereuse, surtout lorsqu'il est érigé en politique de l'Etat et qu'il inspire les relations de cet Etat. Le régime de Pretoria désire suivre l'exemple de Hitler et imposer au monde ses idées. L'Afrique du Sud est non seulement un Etat raciste, mais aussi un Etat agressif, dont la puissance militaire ne cesse de se développer grâce à l'aide de certains pays occidentaux et dépasse déjà celle de l'ensemble des pays d'Afrique situés au sud du Sahara.

14. Quant à la triste situation de la Namibie, M. Pachkevitch ne voit rien à ajouter parce que, à son avis, il est prouvé à n'en pas douter que Pretoria poursuit sa politique agressive et qu'elle n'en changera pas. C'est pourquoi, lorsque Vorster parle de "dialogue", il s'agit de comprendre quel est son but véritable, lequel, pour le représentant de la RSS de Biélorussie, est purement et simplement de diviser l'opposition. On ne peut qu'espérer l'échec complet de ses desseins perfides.

15. L'Organisation des Nations Unies a condamné l'*apartheid*, qu'elle a qualifié de crime contre l'humanité, et elle a adopté de nombreuses résolutions à son sujet. Il est évident que, si ces résolutions étaient appliquées, on se rapprocherait considérablement de la victoire. Mais la réalité est autre. Certains gouvernements n'ont pas assumé leur part de responsabilité. En effet, certains pays occidentaux ont fait preuve d'une hypocrisie inégalée : tout en condamnant le régime raciste devant les instances internationales, ils lui apportent une aide multiforme. Nul doute, en fait, que si l'*apartheid* continue d'exister c'est qu'il a encore de nombreux protecteurs, notamment certains pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Il suffit pour s'en convaincre de lire le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*. De même, il faut mettre fin à l'alliance criminelle des monopoles étrangers qui subviennent aux besoins du régime. Il faut absolument faire en sorte que le régime finisse par se trouver plongé dans une crise totale et complète, mais ce n'est pas avec des demi-mesures qu'on y parviendra. Le représentant de la RSS de Biélorussie note, à cet égard, qu'au chapitre II de son rapport (A/10022), le Comité spécial contre l'*apartheid* formule des recommandations concrètes, qui ont l'appui total de sa délégation.

16. L'Assemblée générale, dans sa résolution 3328 (XXIX), a reconnu la légitimité de la lutte que mènent les peuples soumis à la domination coloniale et prié le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser l'aide aux mouvements de libération. Pour sa part, M. Pachkevitch exprime son entière solidarité avec les mouvements de libération sud-africains et se déclare convaincu qu'avec l'appui des forces progressistes mondiales ils atteindront leurs objectifs. La RSS de Biélorussie respecte toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et, le 16 octobre 1975, elle a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Elle est toujours disposée à contribuer par tous

<sup>1</sup> Le texte intégral de la déclaration a été distribué ultérieurement sous la cote A/SPC/PV.966.

les moyens à la liquidation du racisme, du colonialisme et de l'*apartheid*.

17. M. ZERAIA (Algérie) souhaite la bienvenue aux représentants du Mozambique, de Sao Tomé-et-Principe, du Cap-Vert et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et leur assure qu'ils peuvent compter sur sa collaboration. De même, il félicite les représentants authentiques du peuple du Cambodge pour le combat qu'ils ont livré aux forces de l'impérialisme jusqu'à leur élimination de cette partie du monde.

18. Dans un avenir prochain, un autre pays africain, l'Angola, accédera au plein exercice de sa souveraineté nationale. L'Algérie se réjouit de voir l'Afrique se libérer chaque jour davantage du joug colonial et renforcer ainsi son potentiel, tant politique qu'économique. Cependant, elle constate avec amertume qu'une partie du continent africain reste soumise à la domination d'un régime raciste qui continue de lancer un défi à la communauté internationale.

19. L'orateur rappelle qu'à sa vingt-neuvième session (2281<sup>e</sup> séance plénière) l'Assemblée générale a décidé d'exclure de ses travaux les représentants du régime raciste de Pretoria et que, sans le triple veto des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne au Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud aurait été définitivement chassée de l'Organisation.

20. De l'avis de l'orateur, il suffit de lire le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* pour se rendre compte de la véritable situation qui règne en Afrique du Sud. Le régime raciste continue de faire fi de l'opinion internationale. Son intention de créer des "bantoustans", comme l'invasion par ses forces armées d'une partie du territoire de l'Angola, prouve que ce régime n'est nullement décidé à changer d'attitude. Il est également prouvé que ce défi n'est possible que grâce à l'appui que certaines puissances occidentales prêtent à la minorité blanche raciste. Et, lorsque ces pays qui contribuent au maintien de l'*apartheid* s'associent aux résolutions des Nations Unies condamnant le régime, le ridicule le dispute à l'odieux. A cet égard, il convient de mentionner le cas de la République fédérale d'Allemagne, qui vient d'offrir son aide au régime de Pretoria en vue de la création d'une industrie nucléaire.

21. Mais ces pays occidentaux ne sont pas les seuls à aider le régime raciste. Les liens innombrables et de toute nature qui unissent le régime raciste à Israël prouvent le caractère colonial et impérialiste des deux régimes, l'un et l'autre créés par l'Occident impérialiste. A cet égard, l'orateur rappelle qu'en 1971 le professeur Richard P. Stevens a dit que, parmi les décisions du monde occidental qui ont lésé la vie et la destinée des peuples du tiers monde, aucune ne révèle avec autant de clarté l'essence même de l'ethnocentrisme occidental que deux décisions prises à Londres, l'une en 1909 et l'autre en 1917, la première relative à la fondation de l'Union sud-africaine, et l'autre contenue dans la Déclaration Balfour. C'est ainsi qu'au nom du libéralisme britannique, les peuples palestinien et sud-africain ont perdu non seulement leurs terres, mais aussi leurs droits les plus fondamentaux. Etant donné la similitude des rôles qu'ils jouent, il est facile de comprendre pourquoi Tel-Aviv et Pretoria se sentent unis par un même destin, destin qui, dans le cas d'Israël, est fondé sur la discrimination religieuse

et, dans le cas de l'Afrique du Sud, sur la discrimination raciale.

22. L'histoire a enseigné aux peuples que seule la lutte armée pouvait mettre fin à l'impérialisme. C'est pourquoi la délégation algérienne, riche de sa propre expérience, invite les mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Palestine à redoubler d'efforts, car leur victoire est certaine et n'est qu'une question de temps. L'Algérie, quant à elle, les assure de son aide constante et indéfectible.

23. M. ABDULAH (Trinité-et-Tobago) dit qu'il n'a pas pu participer au vote sur le projet de résolution A/SPC/L.326, mais qu'il aurait voté pour ce texte s'il avait été présent.

24. A la lecture du rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, il apparaît clairement qu'aucun progrès important n'a été réalisé en ce qui concerne l'élimination de l'*apartheid*. Il est également manifeste que les efforts des Nations Unies se voient constamment frustrés par l'appui que de nombreux pays industrialisés occidentaux et leurs sociétés transnationales continuent d'apporter au régime sud-africain. L'appât du gain les pousse à fournir à ce régime une assistance dans tous les domaines, et, pire encore, à renforcer son potentiel militaire, en même temps qu'ils proclament hypocritement leur opposition à l'*apartheid* et à la discrimination raciale.

25. M. Abdullah n'est pas convaincu par l'argument avancé par ces Etats, à savoir que la solution du problème de l'*apartheid* consiste à maintenir des contacts avec l'Afrique du Sud à tous les niveaux pour la pousser à abandonner son odieuse politique. D'ailleurs, nombre des représentants qui ont pris la parole avant lui ont souligné que tous les changements et réformes promis par Pretoria ne se sont pas réalisés et que la répression a augmenté. Cela confirme M. Abdullah dans sa conviction qu'il faut isoler complètement l'Afrique du Sud et aider les mouvements de libération.

26. La plupart des mesures permettant d'isoler l'Afrique du Sud ont déjà été définies dans les multiples résolutions adoptées par l'Assemblée générale, que la Trinité-et-Tobago respecte pleinement. La Trinité-et-Tobago est également en faveur d'un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud et regrette que le Conseil de sécurité n'ait pas pu approuver cette mesure à cause du veto de certains Etats. Elle se joint aux délégations qui ont proposé que cette question soit de nouveau examinée par le Conseil de sécurité.

27. Deux événements rendent encore plus urgente la nécessité d'imposer un embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Le premier est l'augmentation de 36 p. 100 du budget militaire de l'Afrique du Sud pour l'exercice 1975/76. Le second est le retrait du Portugal de son empire colonial au Mozambique et en Angola. Ces derniers nouveaux Etats indépendants sont victimes de la pression militaire de l'Afrique du Sud, ce qui prouve bien que le régime de Pretoria constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.

28. Ce changement de la situation politique en Afrique australe a poussé l'Afrique du Sud à intensifier sa campagne diplomatique et sa propagande dans le but de convaincre

l'opinion publique occidentale de son intention d'introduire des changements positifs dans sa politique de "développement séparé". Mais la création des "bantoustans" n'a pour mobile que le désir de disposer d'une source inépuisable de main-d'oeuvre à bon marché. La Trinité-et-Tobago rejette la politique de "bantoustanisation" et déclare qu'elle ne reconnaîtra aucun "foyer national" ni ne traitera avec ses autorités.

29. Pour contrecarrer la propagande sud-africaine, le Comité spécial contre l'*apartheid* a proposé, au paragraphe 227 de son rapport, d'accroître les activités d'information, et il faudrait, à cette fin, renforcer encore le Groupe de l'*apartheid*. A ce propos, la délégation de la Trinité-et-Tobago accueille avec satisfaction la création du Fonds d'affectation spéciale du Groupe de l'*apartheid* en application de la résolution 3151 C (XXVIII) de l'Assemblée générale, mesure propre à faciliter l'intensification des travaux de ce Groupe, et elle apportera à l'avenir sa contribution à ce fonds.

30. L'un des domaines où l'on est réellement parvenu à isoler le régime sud-africain est celui des sports, bien qu'il y ait encore certaines organisations sportives peu soucieuses de défendre le principe olympique de la non-discrimination. On a également relevé d'autres signes encourageants de progrès. Par exemple, à la 961<sup>e</sup> séance, le représentant de l'Italie a annoncé que son pays avait fermé les bureaux d'immigration sud-africains à Rome et à Milan et, à la 962<sup>e</sup> séance, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son pays avait dénoncé les accords de Simonstown. On peut espérer que ces deux pays prendront également les autres mesures recommandées par l'Assemblée générale.

31. Le rapport du Comité spécial montre que beaucoup peut et doit être fait pour mettre fin à l'*apartheid*. A cet égard, le Gouvernement de la Trinité-et-Tobago reconnaît la nécessité de venir en aide aux mouvements de libération, en particulier dans les domaines de l'enseignement et de l'information, et rappelle qu'il a accordé des bourses aux membres des mouvements de libération et qu'il a apporté sa contribution au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

32. M. MARTYNENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que le problème de l'élimination de l'*apartheid* doit être résolu une fois pour toutes. Le climat actuel de la détente internationale offre des perspectives favorables en ce qui concerne l'isolement des régimes racistes et la lutte des peuples contre le colonialisme, dont l'*apartheid* est l'une des manifestations les plus odieuses. Le nouveau climat qui règne en Afrique, depuis la chute du colonialisme portugais, ouvre également de nouvelles possibilités et confirme que le colonialisme et le racisme sont historiquement condamnés. Mais ils ne tomberont pas d'eux-mêmes.

33. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* démontre clairement que le régime raciste continue de passer outre aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Peu de temps auparavant, face à la montée du mouvement de libération nationale, Pretoria s'est livré à diverses manoeuvres dans le but d'induire en erreur la communauté mondiale et de créer une apparence de changement dans le système de l'*apartheid*. Les autorités

sud-africaines s'efforcent d'obtenir la reconnaissance des "bantoustans" pour renforcer l'inégalité raciale, politique et sociale et consolider une source de main-d'oeuvre à bon marché pour l'économie sud-africaine. Par des méthodes toujours plus insidieuses, le régime de Pretoria tente d'annihiler les mouvements de libération et de rompre l'unité des pays africains dans leur lutte contre le colonialisme. Ces manoeuvres ont pour objet de détourner l'attention de l'opinion publique internationale du problème de l'*apartheid*, de saper les efforts de l'Organisation des Nations Unies et de donner à l'Afrique du Sud le temps de renforcer son potentiel militaire et de consolider sa politique de "bantoustanisation". Pretoria continue d'occuper la Namibie et y a accru la répression, transformant tout le pays en chambre de torture de la police. Grâce à l'aide que lui prêtent certains Etats membres de l'OTAN, l'Afrique du Sud équipe son armée d'armes modernes et accroît son budget militaire. Les efforts déployés par le régime sud-africain pour se doter d'un potentiel de production d'armes nucléaires inspirent une crainte légitime. Cela représente un danger pour tous les pays d'Afrique, notamment dans la mesure où l'Afrique du Sud n'est pas signataire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

34. A la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, tenue à Kampala du 28 juillet au 1<sup>er</sup> août 1975, l'OUA a déclaré que le régime raciste constitue une grave menace pour la paix et la sécurité du continent et elle a condamné ceux qui soutiennent et renforcent ce régime.

35. Les investissements occidentaux en Afrique du Sud, qui, de 1974 à 1975, ont augmenté dans des proportions considérables, surtout dans certains secteurs clefs, profitent en réalité au régime d'*apartheid* qu'ils visent à maintenir; c'est là, en effet, la source des énormes bénéfices que recueillent les investisseurs étrangers ainsi que l'instrument de répression et d'exploitation des travailleurs. Au cours du débat, on s'est efforcé de faire croire que le commerce avec le régime raciste et les investissements dans son économie apportent on ne sait quels avantages aux Africains. Mais il a été parfaitement démontré que, du fait de l'*apartheid*, ces relations, loin d'améliorer la situation des Africains, sont pour eux une source supplémentaire de souffrances et de privations. Or, ce sont précisément les travailleurs africains qui constituent 80 p. 100 de la main-d'oeuvre sud-africaine et qui créent les richesses; c'est précisément leur travail de forçat qui est la source des surprofits réalisés par les centaines de monopoles occidentaux qui parasitent le système raciste.

36. La RSS d'Ukraine applique strictement toutes les résolutions de l'ONU visant à éliminer le racisme et l'*apartheid* et appuie pleinement le peuple de l'Afrique du Sud dans sa juste lutte pour la libération. Le 15 octobre 1975, elle a ratifié la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*. Elle appuie également les propositions des pays africains et autres sur la nécessité de nouvelles mesures efficaces et de sanctions en vue d'obtenir l'isolement complet du régime raciste et de l'obliger à appliquer les décisions de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent la Namibie.

37. La délégation Ukrainienne estime qu'il est important à cette fin d'intensifier la dénonciation des manoeuvres des

partisans de l'*apartheid*, de lutter pour l'arrêt de toute coopération avec les racistes d'Afrique du Sud et de mettre fin à l'assistance militaire, politique, économique et autre que leur accordent leurs protecteurs bien connus. Les mouvements contre l'*apartheid* et les organisations progressistes, notamment le Conseil mondial de la paix, jouent un rôle important à cet égard.

38. La délégation de la RSS d'Ukraine apprécie hautement l'activité du Groupe de l'*apartheid* du Département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, qui contribue à faire connaître la lutte courageuse des patriotes en Afrique du Sud et du mouvement international contre l'*apartheid* pour dénoncer les manœuvres des racistes de l'Afrique du Sud et de leurs complices.

39. M. PINTO-BAZURCO (Pérou) rappelle que, depuis la signature de la Charte des Nations Unies, 30 ans auparavant, l'Organisation n'a cessé de s'occuper du problème de l'*apartheid* qui, paradoxalement, continue à exister grâce à l'appui de certaines puissances qui ont participé à la création de l'Organisation des Nations Unies pour défendre les idéaux que bafoue à présent le Gouvernement sud-africain. Ces puissances, qui n'hésitent pas à faire fi de la dignité humaine quand il s'agit de défendre leurs intérêts stratégiques, militaires et économiques, évoquent, par leur attitude, les autres formes d'exploitation qui sévissent dans diverses parties du monde et qui ont amené les pays du tiers monde à faire front commun dans la lutte pour un ordre plus juste.

40. La délégation péruvienne fait siennes les aspirations des peuples qui, ayant accédé à la souveraineté politique, se sont unis dans un même combat pour conquérir leur indépendance économique. A ce sujet, la délégation péruvienne tient à rappeler que, dans les accords récemment conclus à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui s'est tenue à Lima du 25 au 30 août 1975, ceux-ci ont proclamé leur opposition à l'*apartheid* et leur inquiétude devant l'appui que le régime raciste sud-africain reçoit des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni.

41. La délégation péruvienne a accueilli avec enthousiasme la recommandation faite par le Comité spécial aux paragraphes 223 et 224 de son rapport, tendant à l'organisation, en 1976, d'une conférence ou d'un séminaire sur l'*apartheid* dans un pays de l'Amérique latine, et elle appuie la proposition qu'une conférence ait lieu à La Havane.

42. L'opposition du Pérou à l'*apartheid* et à toute forme d'exploitation et de discrimination est l'expression de ses principes nationaux et des fondements idéologiques de la révolution péruvienne, à savoir la doctrine humaniste qui considère l'homme comme fin et non comme moyen et postule la réalisation pleine et entière de la personne humaine.

43. M. ABDEL-LATIF (Soudan) observe que la communauté internationale ne semble guère tirer de leçons de l'histoire. La reconnaissance de la République populaire de Chine, l'indépendance du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé-et-Principe et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ainsi que la victoire du peuple du Viet-Nam devraient lui montrer que, pour longue et inégale que puisse être la lutte, la victoire du peuple est inévitable.

44. Il est regrettable que certains pays continuent à défendre en paroles le peuple d'Azanie tout en entravant les efforts par lesquels l'Organisation des Nations Unies vise à isoler le régime raciste de Pretoria. Il est incompréhensible que des pays qui prêchent la démocratie, la liberté, l'égalité et la justice continuent à aider un régime qui constitue une atteinte à la dignité humaine.

45. Lorsque la délégation soudanaise a demandé une révision de la Charte, elle s'est entendu répondre que cela n'était pas nécessaire, que les problèmes tenaient à la manière dont on appliquait la Charte. Les pays en question semblent vouloir, par leur comportement, faire la preuve de cette affirmation.

46. La communauté internationale préconise non pas la violence mais l'isolement du régime raciste. Les pays qui s'y sont refusés ont prétexté ne pas vouloir porter préjudice à la population noire. Le représentant du Soudan estime qu'il est temps de mettre un terme à cette attitude paternaliste et hypocrite. Les mesures proposées pour isoler le régime ne sont pas neuves; elles ont été utilisées pendant la guerre froide et en de nombreuses autres occasions, aussi l'orateur ne voit-il pas quelles objections on peut opposer à l'application de ces mesures.

47. Malgré l'attitude de ces pays occidentaux, les pays africains continuent à coopérer avec ceux-ci, conscients du danger qu'un affrontement représenterait pour les objectifs qu'ils poursuivent, et c'est dans le même esprit que les pays arabes ont amorcé un dialogue. Ce sont là des preuves d'un désir sincère de coopérer avec les pays occidentaux; il faut espérer que ceux-ci sauront y répondre comme il convient.

48. Les déclarations faites à la Commission prouvent que les pays africains n'accepteront jamais une politique de détente à l'égard de l'Afrique du Sud. En effet, les pays qui appuient Vorster n'ont rien pu citer qui dénote le moindre changement dans la politique du régime raciste; c'est donc à eux qu'il incombe, s'ils croient réellement à l'égalité et à la justice, de réexaminer leur attitude vis-à-vis de ce régime. La délégation soudanaise a écouté attentivement les déclarations des représentants de ces pays, espérant discerner quelque changement dans leur attitude, mais elle a été déçue. A cet égard, la délégation soudanaise exprime son accord avec les déclarations des représentants australien et néo-zélandais au cours des 958<sup>e</sup> et 956<sup>e</sup> séances respectivement. D'autre part, la délégation soudanaise a noté que le régime sioniste avait élevé sa représentation à Pretoria au rang d'ambassade. Ce n'est point l'effet du hasard, car ces deux régimes ont de nombreux points communs, entre autres la dégradation de la dignité et des valeurs humaines. On a maintes fois reproché à ces deux régimes, tant à l'Organisation des Nations Unies que devant d'autres instances internationales, de défier l'opinion publique mondiale et de menacer la paix. D'aucuns allèguent que le sionisme est une religion ou un mouvement de libération qui a rempli sa mission plusieurs décennies auparavant. Mais la Commission aura à examiner sous peu les pratiques et les atrocités du régime sioniste dans les territoires arabes occupés et les points communs entre ces deux régimes seront amplement mis en évidence.

49. Le représentant du Soudan n'a tenu à mentionner certains pays que parce qu'il est convaincu que sans leur appui le régime raciste ne survivrait pas. C'est pourquoi

l'orateur juge essentiel de mobiliser l'opinion publique de ces pays pour qu'elle fasse changer la politique de leur gouvernement vis-à-vis du régime sud-africain. Il faudrait également intensifier la campagne d'information de la minorité blanche en Afrique australe. Sans doute serait-il possible, dans cet ordre d'idées, d'installer une station émettrice dans un des pays voisins. Ainsi, on pourrait influencer la population sud-africaine et peut-être assisterait-on à une évolution semblable à celle de la politique des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis du Viet-Nam ou du Portugal vis-à-vis des ses colonies.

50. Il importe également d'aider les pays voisins pour qu'ils puissent résister aux pressions du régime raciste. On sait déjà que celui-ci a envoyé des forces en Angola pour retarder l'accession de ce pays à l'indépendance. Dans ce contexte, le représentant du Soudan adresse un appel à certains pays qui fournissent du pétrole au régime raciste pour qu'ils cessent de le faire.

51. La communauté internationale se doit d'empêcher que davantage de générations grandissent dans la haine et l'amertume, car la vengeance des opprimés est effrayante, et ce qui se passe actuellement dans le monde en est un bon exemple.

52. Le représentant du Soudan se déclare convaincu que, si on arrive à isoler le régime sud-africain, celui-ci ne pourra pas survivre et la communauté internationale aura fait acte de fidélité à ses principes.

53. Le PRESIDENT annonce que le Congo, l'Irak, le Koweït, le Laos, le Libéria, le Maroc, Maurice, l'Oman, le Qatar, la République-Unie du Cameroun, la Roumanie, le Sénégal, la Trinité-et-Tobago et la Zambie se sont portés coauteurs du projet de résolution A/SPC/L.327.

*La séance est levée à 18 heures.*

## 967<sup>e</sup> séance

Mardi 28 octobre 1975, à 15 h 15.

*Président* : M. Roberto MARTINEZ ORDOÑEZ (Honduras).

A/SPC/SR.967

### POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain (*suite*)  
[A/10050-S/11638, A/10052-S/11641, A/10103-S/11708, A/SPC/174, A/SPC/L.327] :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022);
- b) Rapport du Secrétaire général (A/10281)

### DISCUSSION GENERALE (*suite*)

1. Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission consent à ce que le représentant des Emirats arabes unis exerce son droit de réponse, comme il l'a demandé à la séance précédente.

*Il en est ainsi décidé.*

2. M. AL-DEHIM (Emirats arabes unis), exerçant son droit de réponse, dit que, à la 964<sup>e</sup> séance, le représentant d'Israël a essayé de susciter des doutes au sujet des relations entre les Emirats arabes unis et l'Afrique du Sud. La délégation des Emirats arabes unis tient à réaffirmer que ce pays est décidé à lutter contre l'Afrique du Sud par tous les moyens dont il dispose. L'embargo sur la vente du pétrole est intégralement respecté, et des mesures ont été prises pour éviter que des biens en provenance de l'Afrique du Sud ne pénètrent dans les Emirats arabes unis.

3. L'attitude énergique des Emirats arabes unis vis-à-vis de l'Afrique du Sud est bien connue. Leurs représentants ont participé aux débats du Conseil de sécurité sur la question et ont demandé l'expulsion de l'Afrique du Sud de

l'Organisation des Nations Unies, parce qu'elle n'est pas digne d'en être Membre.

4. M. CISSÉ (Mali) fait observer qu'aux décisions et appels de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations éprises de paix et de justice, le régime de Pretoria a opposé des arguties juridiques fondées sur une interprétation délibérément malhonnête de la Charte des Nations Unies. Cette attitude, contraire aux principes de la Charte, se base sur l'idéologie fasciste d'un système qui prétend faire croire à l'humanité que le destin des différentes races qui peuplent l'Afrique du Sud est lié à l'application de la politique du "développement séparé".

5. Les débats sur cette question et l'excellent rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* (A/10022) démontrent amplement l'entêtement avec lequel les racistes de Pretoria appliquent leur politique d'oppression et d'exploitation. Au cours de l'année qui vient de s'écouler, le régime, pour tromper l'opinion publique, a atténué quelques-unes des vexations les plus mesquines de l'*apartheid*, tout en accentuant les manifestations les plus importantes du racisme et de l'oppression. La politique des "bantoustans", dont l'unique objectif est de diviser le territoire et de détruire l'identité et l'unité nationales du peuple azanien, s'est traduite par l'expulsion de leurs foyers de 10 millions de Noirs, qui ont été relégués dans les régions les plus pauvres du pays. Le peuple azanien n'a, dans ces conditions, d'autres recours que d'intensifier la lutte armée contre l'*apartheid*, sous la direction de ses mouvements de libération nationale.

6. Le régime d'*apartheid*, condamné par la communauté internationale et affaibli par la dissolution de l'axe Preto-